

DEBAT DES PANELISTES

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

Oui, ces logiques sous-jacentes, elles tiennent. Elles tiennent jusqu'à ce qu'elles se rompent. C'est ça, la difficulté. En particulier pour l'euro zone. Jean-Claude Trichet est devant nous. Jusqu'ici, ça a tenu, mais ça ne veut pas dire que ça tiendra indéfiniment. Une petite question spécifique pour Thomas Bagger. Monsieur Schäuble est d'accord aussi pour l'allègement des conditions des restrictions budgétaires pour la France, à la suite de ces attentats ?

Thomas BAGGER, directeur de la planification politique à l'office fédéral allemand des Affaires étrangères

Wolfgang Schäuble n'est pas là, malheureusement, pour répondre lui-même à cette question.

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

Mais vous êtes là.

Thomas BAGGER, directeur de la planification politique à l'office fédéral allemand des Affaires étrangères

Vous m'avez mis à sa place. Je pense que le principal point sur lequel je suis fortement d'accord avec ce que Justin vient de dire, c'est que la crise a également aidé à concentrer les esprits et aider à classer les priorités. Il y a eu un fort sentiment dans le débat allemand tout au long des années de la crise de la zone euro, c'est que ce dont on a vraiment besoin est une adaptation assez fondamentale de nos systèmes sociaux et économiques nationaux et européens. Ce n'est pas juste une question d'équilibre au sein de la zone euro. C'est aussi une question d'adaptation à un monde plus concurrentiel. Je pense que d'obtenir cet équilibre en maintenant la cohésion interne, mais pas en tant que système fermé, en tant qu'Europe ouverte dans un monde de plus en plus concurrentiel, voilà ce qui est à été le combat au cœur de la zone euro sur les cinq dernières années. La question de la convergence fondamentale économique des membres de la zone euro est toujours ouverte, mais pour répondre à votre question, je ne cherche pas à l'éviter.

Je pense que les attaques de Paris, la crise des réfugiés, les troubles au Moyen-Orient, tout cela concentre les esprits européens. Je me souviens de mars 2014, il y a juste un an et demi, toutes les spéculations pour savoir si l'Europe, avec son exposition très variée, ses traditions très diverses en termes de relations avec la Russie, pourrait réussir à atteindre une position commune et une politique commune. Je me dois de dire que, comme Peter l'a évoqué, nous avons au final fait mieux que ce que la plupart des gens attendaient de nous et nous avons réussi à formuler une position commune qui intègre des perspectives très différentes. Je pense que nous avons eu un succès raisonnable dans ce domaine, sans avoir complètement réglé la crise.

Cela pourrait même être similaire au problème de la zone euro, où je pense que nous avons été relativement couronnés de succès, mais je n'irai pas jusqu'à dire que nous avons résolu la crise car fondamentalement, c'est un processus d'adaptation qui est très, très dur dans nombre de nos systèmes politiques, comme nous pouvons le constater. Nous le voyons aujourd'hui au Portugal, où, malgré un développement économique relativement bon, on constate un changement politique. En Espagne, on sort d'une période très difficile, mais il y a de la croissance. Cependant, qui peut dire ce qui va arriver après les élections cette année ?

Avec cet entrelacement d'économie et de politique, il reste de nombreux défis, mais je pense que je m'en remettrai aux expériences passées, à la crise Russe également, pour être en fait partiellement optimiste, tout simplement parce que nous sommes assis là tous les trois ; une des choses que nous avons accomplies cette année a été un accord assez remarquable avec l'Iran limitant leur programme nucléaire. L'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne ont joué un rôle essentiel depuis que les négociations ont commencé il y a 12 ans en 2003 pour faire avancer les choses. Je pense que c'est l'un des plus grands succès de la politique étrangère de l'Europe et nous ne devrions pas complètement oublier ces avancées et ces victoires, malgré toutes les crises auxquelles nous sommes confrontés.

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

Je suis également fondamentalement optimiste et pour une raison – c'est une question de foi. Néanmoins, j'aimerais vous pousser un peu. M. Schäuble était en fait supposé être l'invité d'honneur pour le dîner-débat de ce soir. Il a annulé. Pourquoi a-t-il annulé ? A cause de la dispute interne dans son parti avec la chancelière, Angela Merkel, et c'est un débat économique sur le financement de la crise des réfugiés. C'était avant la tragédie de la semaine dernière. Il me semble que vous, les Allemands, n'avez pas résolu vos propres choix fondamentaux sur la politique économique, la crise géopolitique et qu'il y a une nouvelle crise quasiment tous les jours.

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

Dans le cas du RU, ils vivent également un débat existentiel. Il y a de nombreuses choses que je ne comprends pas dans la vie, mais l'une d'elles est que, à ma connaissance, un référendum ne fait pas partie de la façon traditionnelle de faire de la politique au RU, donc il est effectivement extraordinaire de tenter un référendum. Au moins en Allemagne et au RU, il me semble qu'il y a maintenant des débats fondamentaux relativement existentiels, qui auront d'énormes conséquences sur l'avenir de l'UE. En fait, seuls les Français pourraient être à leur aise en termes de principes, mais il appartient à Justin de commenter ; d'abord, parlons du RU.

Peter HILL, directeur de la Stratégie, ministère des Affaires étrangères du Royaume-Uni

Je ne sais pas si c'était une question ou un commentaire, Thierry. Je veux dire, il est certainement vrai que la politique britannique est devenue plus intéressante ces dernières années. Nous étions devenus un pays relativement prévisible et maintenant nous le sommes un peu moins. Nous avons eu un référendum sur l'appartenance de l'Ecosse dans l'Union européenne pour des raisons similaires. Il y a eu des pressions qui se sont accumulées et le gouvernement a ressenti le besoin de les régler et il est arrivé la même chose pour notre appartenance à l'Union européenne. Nous pourrions après cela redevenir un pays un peu moins « intéressant ».

Je ne pense pas que notre culture politique fondamentale ait profondément changé, et je pense que cela s'applique aussi à nos actions extérieures, qui, pour certaines, ont surpris, comme par exemple quand le Parlement a voté contre les frappes militaires en Syrie en août 2013. Notre politique a été perturbée, y compris par la crise financière de 2008 et nous continuons de subir ces perturbations, mais relativement rapidement, vous pourriez assister au retour à une attitude plus proche de la politique britannique que vous connaissez et appréciez.

Je ne vais pas répondre à la question que vous avez posée à Thomas, mais il est évident que le fardeau qui est à présent sur les épaules de l'Allemagne, en termes de questions fondamentales sur l'intégration et la stabilité de l'Europe, est énorme. C'est un sujet qui nous intéresse tous en profondeur, donc nous observons de très près ce qui se passe en Allemagne. Je pense que ce qui se passe en Allemagne est assez remarquable en termes de vision « au-delà » : l'Allemagne regarde et agit au-delà du continent, aussi bien que dans le continent. Ce n'est pas un processus qui se fera sans défis ni accroc. Peut-être que demain me donnera tort, mais ma conviction profonde est qu'il y a un niveau d'engagement assez profond pour cela et une capacité des Allemands à gérer ce qui leur tombe dessus.

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

Merci, Peter.

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

Justin, à vous.

Justin VAÏSSE, directeur du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère français des Affaires étrangères

Je pense qu'effectivement, la France n'est pas confrontée à des défis aussi grands que celui du référendum. Et que, par ailleurs, le flot essentiel des réfugiés qui arrive en Europe se dirige vers l'Allemagne et subsidiairement vers la Suède. Et vers la Grande-Bretagne dans une certaine mesure. Donc les défis sont potentiellement moins grands. Ils existent néanmoins, ne serait-ce que parce qu'évidemment, tout cela serait beaucoup plus facile, si nous étions en

période de croissance économique forte. Et que les capacités d'absorption à la fois économiques, sociales et donc, politiques étaient meilleures que ce qu'elles sont à présent. Et que la pression exercée par les partis eurosceptique, par le Front National en particulier n'était pas aussi grand.

Dans ce tableau-là, je pense que la France peut faire beaucoup pour épauler ces deux voisins. D'abord du côté du référendum, je pense que ça n'est pas nécessairement, en répondant toujours positivement aux demandes de David Cameron, que l'on s'assurera un vote positif pour l'Europe au référendum britannique. Si on prend les leçons du référendum de 1975, sur l'appartenance de la Grande-Bretagne au marché commun, on s'aperçoit que c'est une attitude ferme de Georges Pompidou, suivie ensuite de victoires en partie symboliques, en partie substantielles de la Grande-Bretagne, qui ont permis de montrer à l'électeur britannique que la voix de la Grande-Bretagne avait été entendue. Donc, je pense qu'il y a un peu de stratégie à faire si, comme nous le souhaitons, nous voulons assurer une réponse positive des Britanniques lors de ce référendum.

Avec l'Allemagne, nous faisons beaucoup. Nous faisons beaucoup et nous avons pris beaucoup de décisions ensemble, au cours des derniers mois et des dernières semaines, sur la crise des réfugiés, sur les questions de l'euro zone. Ce qu'il s'est passé autour de la Grèce par exemple, en juillet, est important. La conciliation sur l'accueil des réfugiés à La Valette, mais aussi avant, était également importante. Et donc, c'est en s'appuyant sur ces deux axes que la France peut faire sa part pour maintenir l'élan européen. J'ajouterai enfin, qu'en termes de sécurité, justement parce que nous pensons que l'Europe devrait avoir, sinon son autonomie stratégique en tant que telle, du moins être capable de décider pour elle-même de ces orientations nous essayons de montrer la voie – à travers la stratégie européenne de sécurité ou d'autres initiatives comme l'invocation de l'article 42-7 – d'une Europe qui soit plus sûre d'elle. Et qui ait davantage les moyens, à la fois de se défendre et de faire prévaloir des intérêts et la stabilité.